

LES FRANÇAIS ET LES QUESTIONS SOCIALES

Sylvain Brouard

21/06/2016

Quelle est la perception, par les Français, de l'importance de la question sociale en France ? Quelles sont les demandes de protection face aux principaux risques sociaux (maladie, vieillesse, chômage, pauvreté...) ? Sylvain Brouard apporte éclairages et réponses, en s'appuyant sur les résultats des baromètres des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres-Cevipof-LIEPP-Fondation Jean-Jaurès.

En France, les polémiques, tensions et mobilisations sont nombreuses sur les questions sociétales (euthanasie, mariage pour tous, gestation médicalement assistée, gestation pour autrui, laïcité, immigration, insécurité, déchéance de nationalité, etc.). Si à la suite des attentats sanglants de 2015, l'aspiration forte des citoyens français à plus de protection dans le domaine de la sécurité intérieure et de la défense a été soulignée, les questions sociales sont loin d'avoir perdu toute pertinence. Celles-ci, avec en premier lieu le chômage, constituent toujours, au contraire, le problème le plus important pour les Français. En outre, les débats récents sur la loi El Khomri en particulier illustrent l'importance politique des questions sociales, définies comme regroupant les nombreux enjeux ayant trait à l'organisation du travail et aux inégalités sociales dont plus particulièrement le droit du travail, le salaire minimum ou l'Etat-providence. La question de la protection semble donc dépasser le risque sécuritaire pour inclure aussi des risques sociaux.

La présente note présentera, dans un premier temps, la perception, par les Français, de l'importance de la question sociale en France, puis, dans un second temps, explorera les demandes de protection face aux risques sociaux suivants : maladie et vieillesse, chômage ainsi que pauvreté. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur les résultats des Baromètres des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres-Cevipof-LIEPP.

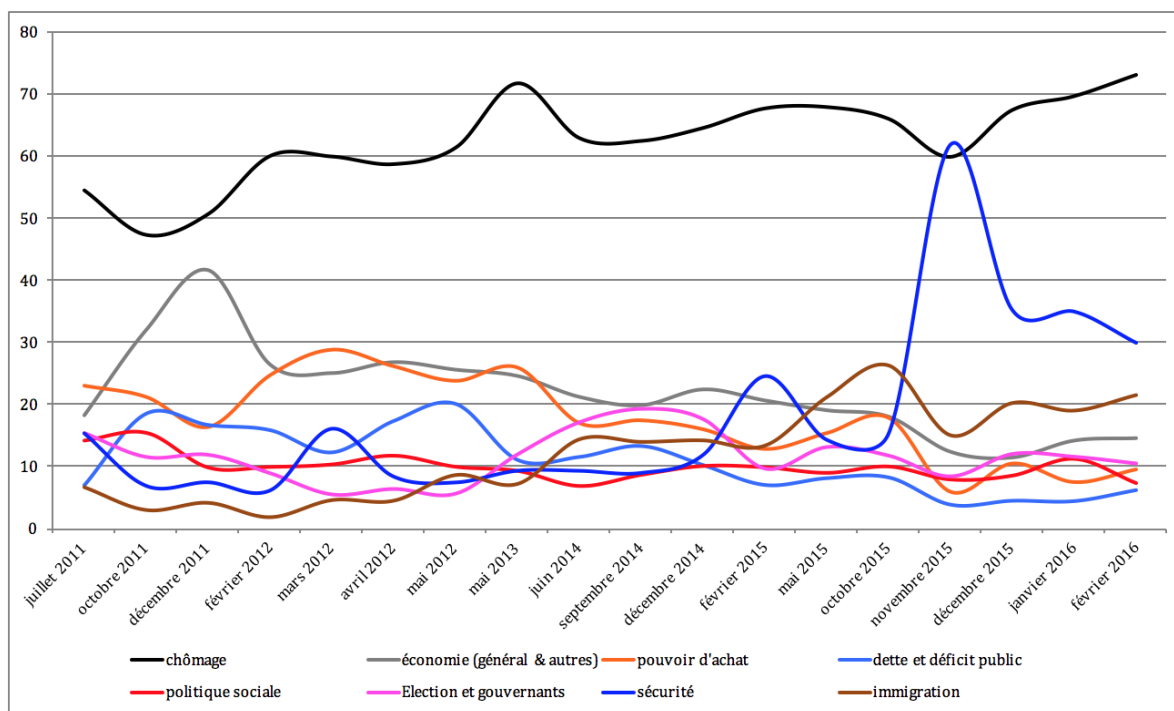
Les questions sociales, une priorité politique

Si l'agenda médiatique accorde une place importante et variable à différentes questions sociétales, celles-ci ne supplantent que rarement les questions sociales dans l'opinion. De ce point de vue,

l'examen du baromètre TNS Sofres-Figaro Magazine des priorités des Français est heuristique. Celui-ci est, en effet, malgré ses limites, le baromètre disponible avec la plus longue ancienneté. Or, entre 1981 et 2008 (date de la fin du baromètre), les questions sociales ne furent supplantées par l'insécurité que pendant deux années (2001 et 2002). Ainsi, sur la longue durée, les questions sociales prévalent pour les citoyens.

Sur les dernières années, les résultats ne diffèrent que peu, malgré une méthodologie renouvelée. La France, comme les autres grandes démocraties occidentales, dispose enfin d'un indicateur longitudinal de l'importance des différents domaines d'action publique, le célèbre *most important problem* initié aux Etats-Unis dans les années 1930 par Gallup puis progressivement adopté au Royaume-Uni mais également en Espagne et en Allemagne. Cet indicateur classique est construit à partir de deux questions ouvertes, faisant l'objet d'un codage *a posteriori*, spécifiquement consacrées au « problème le plus important pour la France aujourd'hui » et au « second problème le plus important pour la France aujourd'hui ».

Graphique 1. Les deux problèmes les plus importants pour la France



Les résultats recueillis à partir de mi-2011 mettent en évidence la prédominance du chômage parmi les deux problèmes les plus importants pour la France aujourd'hui (graphique 1). Cette préoccupation culmine en février 2016 où près de 3 répondants sur 4 citent le chômage. Seule la sécurité a été brièvement plus citée, juste après les attentats du 13 novembre 2015. Bien que la sécurité et l'immigration soient les deux problèmes les plus cités (respectivement 30 et 22% en

février 2016) après le chômage, les problèmes économiques généraux et le pouvoir d'achat (respectivement 14 et 10% en février 2016) sont également parmi les plus cités ainsi que la politique sociale (9%).

L'impact des enjeux présents dans l'agenda médiatique n'affecte que marginalement le niveau du chômage comme problème le plus important. A l'inverse, l'importance des autres enjeux est affectée par le contenu de l'agenda médiatique. Ainsi l'émergence de la problématique de la dette publique comme problème pour la France s'est fait principalement au détriment de la sécurité. Une logique similaire a été observée pour l'enjeu sécuritaire après les attentats de janvier et novembre 2015 ou en mai 2015 pour l'enjeu migratoire.

Pour conclure, quelle que soit l'échelle temporelle ou l'approche, il est difficile de conclure que la question sociale est passée au second plan des préoccupations des Français. Au contraire, elle demeure l'une de leurs priorités.

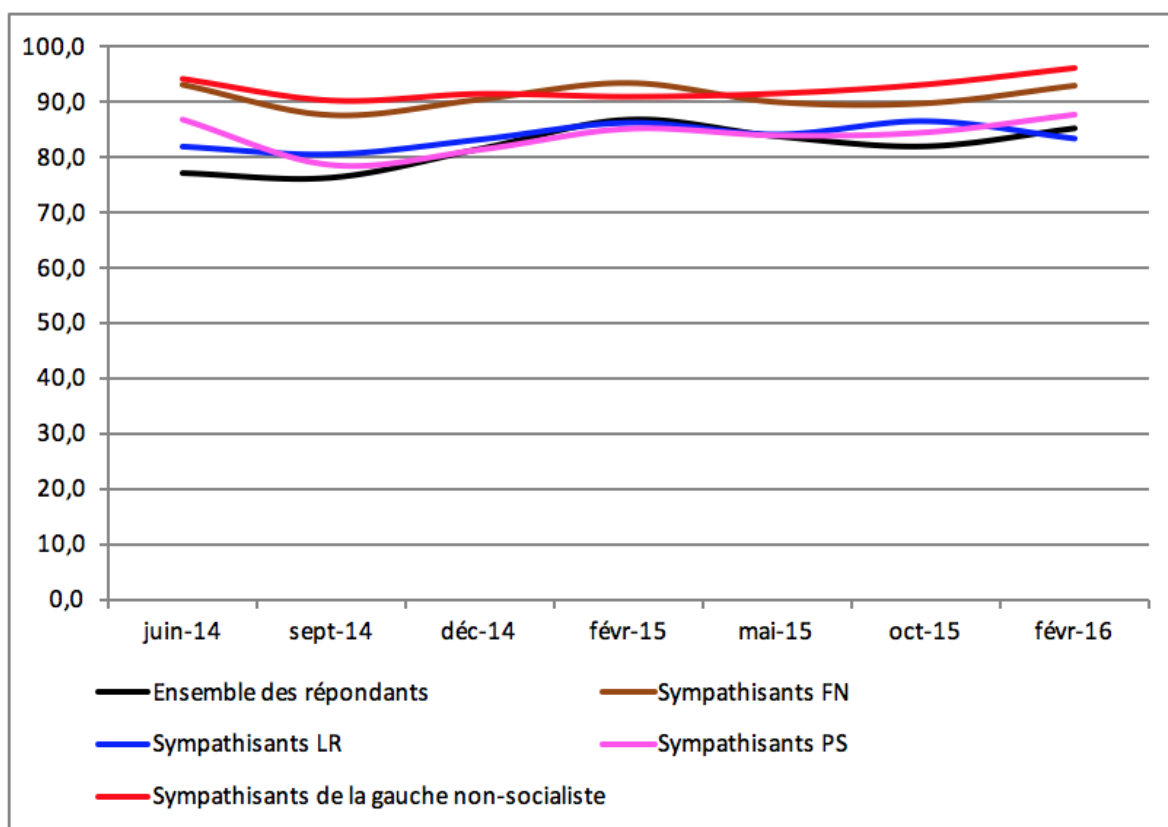
Le consensus pour la protection face aux risques maladie et vieillesse

La prise en charge collective des risques maladie et vieillesse est au cœur du système de sécurité sociale à la française depuis sa création à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces deux postes de dépenses (respectivement 231 et 319 milliards d'euros) constituent d'ailleurs aujourd'hui plus de la moitié des dépenses publiques.

Dans les Baromètres des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres-Cevipof-LIEPP, trois dimensions des évolutions souhaitées dans la prise en charge collective des risques maladie et vieillesse ont été distinguées : les dépenses publiques pour les hôpitaux publics, pour le remboursement, par l'assurance maladie, des consultations et soins médicaux ainsi que pour les retraites. A partir de ces trois dimensions, nous avons construit un « indice longitudinal de préférence », spécifiquement dédié à la protection face aux risques maladie et vieillesse. Cet indicateur agrégé est communément utilisé pour connaître de manière synthétique l'opinion et son évolution sur des enjeux politiques – comme la xénophobie – ou des enjeux d'action publique tels que la peine de mort ou l'énergie nucléaire. Cette mesure synthétise, en un indicateur unique et comparable dans le temps, les évolutions de l'opinion publique appréhendées à partir de toutes les questions relatives à un thème posées dans nos enquêtes. L'indicateur de soutien à la protection face au risque du chômage, qui peut varier entre 0 et 100, indique l'équilibre relatif entre les répondants favorables à plus de protection et ceux favorables à moins de protection. Par

conséquent, plus l'indicateur est élevé, plus la demande de plus de protection face au risque du chômage est élevée. A l'inverse, plus celui-ci est faible, plus les souhaits en faveur de la diminution de la protection face au risque du chômage sont élevés

Graphique 2. Évolution de l'indice longitudinal de soutien à la protection face au risque santé - vieillesse



L'examen du graphique 2 révèle que le soutien à la protection face aux risques maladie et vieillesse (courbe noire) est, parmi l'ensemble des répondants, élevé et croissant depuis juin 2014 : notre indicateur atteint en effet 85 en hausse de 8 points sur l'ensemble de la période. Nous avons également construit pour quatre segments de l'électorat le même indicateur pour étudier comparativement leurs niveaux et évolutions. De ce point de vue, aucune polarisation n'apparaît. Les sympathisants des quatre segments électoraux distingués affichent des niveaux de soutien élevés en faveur de la prise en charge collective des risques maladie et vieillesse. Des différences dans le niveau de soutien sont toutefois perceptibles : le niveau de soutien parmi les sympathisants socialistes et républicains sont en moyenne près de 10 points inférieurs à ceux constatés parmi les sympathisants frontistes et ceux de la gauche non-socialiste.

Si les extrêmes de gauche ou de droite rassemblent des électeurs protestataires, la protestation

ne porte manifestement pas sur ces fonctions de l'État-providence à la française. Une éventuelle remise en cause de l'État-providence ne semble donc pas concerner le cœur de celui-ci, les risques maladie et vieillesse.

Des souhaits d'évolution divergents pour la protection face au risque du chômage

Le chômage étant le problème le plus important, il est naturel de débiter par l'analyse des attitudes et de leurs évolutions au regard de la protection face au risque du chômage.

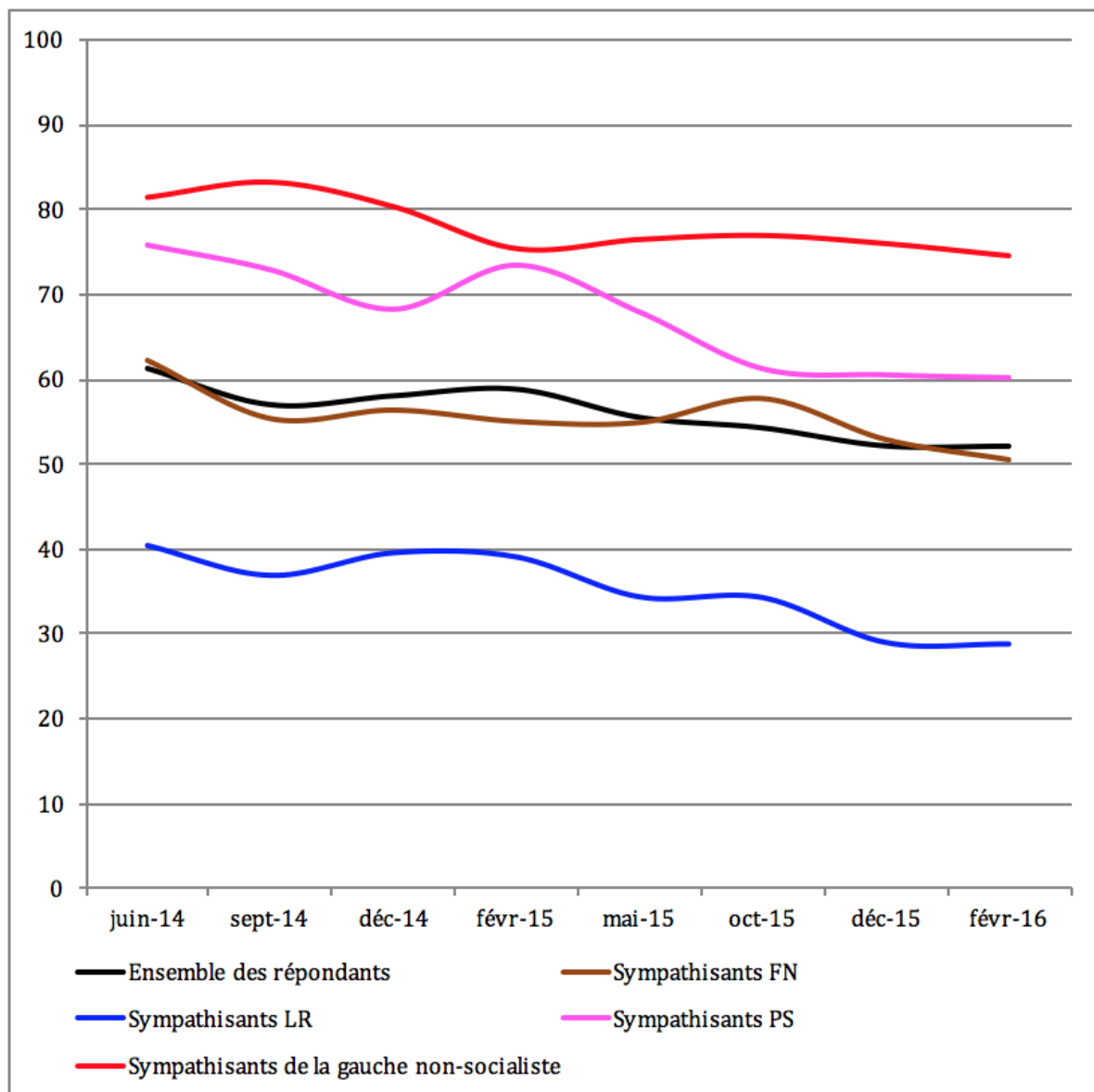
Les Baromètres des priorités politiques et des dynamiques électorales TNS Sofres-Cevipof-LIEPP permettent de distinguer les évolutions souhaitées sur deux dimensions de la protection face au risque du chômage : d'une part, les dépenses publiques pour l'assurance-chômage et, d'autre part, les possibilités pour une entreprise de licencier. A partir de ces deux dimensions, nous avons construit un « indice longitudinal de préférence », spécifiquement dédié à la protection face au risque du chômage.

La courbe noire du graphique 3 présente le niveau notre indicateur synthétique pour l'ensemble des répondants depuis juin 2014. Dans un contexte de chômage de masse durable, qui plus est, en croissance, le soutien à l'augmentation de la protection face au chômage s'est progressivement érodé (- 9 points) en un peu moins de deux ans pour aboutir à un quasi-équilibre avec les partisans d'une réduction de la protection face au chômage. Si cette évolution est également perceptible parmi les quatre types de sympathisants politiques distingués, les niveaux et l'ampleur des évolutions varient sensiblement. En effet, si, parmi les sympathisants frontistes, tant le niveau que l'évolution diffèrent peu de ceux de l'ensemble des répondants, c'est parmi les sympathisants de la gauche non-socialiste que l'indicateur est à son niveau maximum (entre 82 et 75) et son évolution est la plus faible (-7 points). Le contraste avec l'évolution des sympathisants socialistes est frappant. Le recul de l'indicateur culmine dans cette catégorie de répondants : -15 points, soit près du double de celui observé parmi le reste des sympathisants de gauche. Enfin, les sympathisants républicains sont les seuls à être majoritairement favorables, sur l'ensemble de la période étudiée, à une diminution de la protection face au chômage. Après un recul de 12 points sur une année, notre indicateur atteint son niveau plancher (28 points) en février 2016 parmi ces sympathisants.

L'analyse indépendante des deux dimensions constitutives de notre indicateur confirme les résultats précédents mais apporte un éclairage complémentaire sur les sympathisants frontistes. En effet, si l'évolution des deux indicateurs est de manière similaire orientée à la baisse, leurs

niveaux sont très différents. En moyenne, les partisans de la diminution des possibilités de licencier pour les entreprises sont les plus nombreux : le niveau de l'indicateur est élevé (70) et beaucoup plus proche des niveaux à gauche (respectivement 79 et 84 pour les sympathisants socialistes et du reste de la gauche) que des sympathisants républicains (41). A l'inverse, les soutiens à l'augmentation des dépenses pour l'assurance-chômage sont minoritaires (indicateur de 37) et plus proches des sympathisants républicains que de ceux de gauche (entre 53 et 62). Face au risque du chômage, les sympathisants frontistes sont en majorité réticents face aux allocations-chômage alors qu'ils souhaitent limiter les risques de licenciement.

Graphique 3. Évolution de l'indice longitudinal de soutien à la protection face au risque du chômage

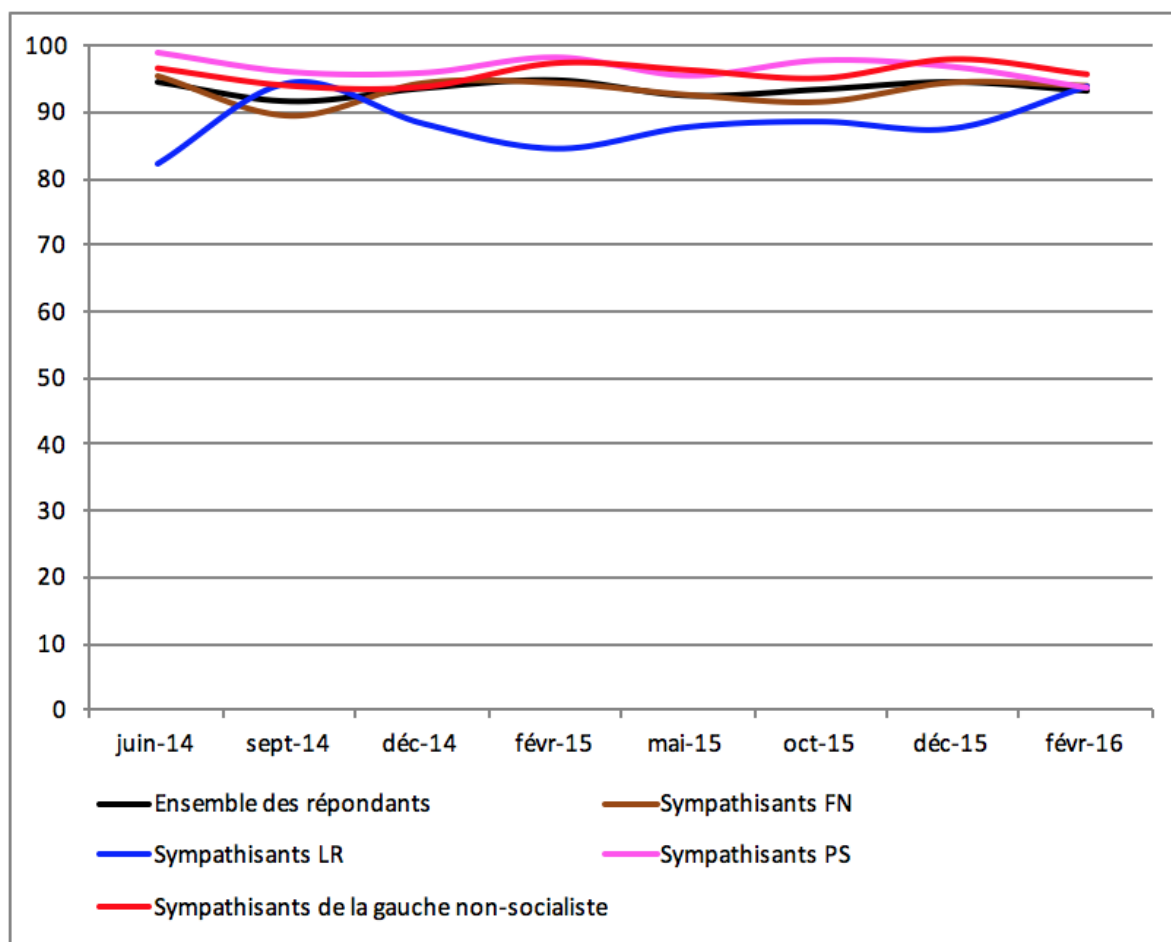


Malgré une tendance générale d'affaiblissement du soutien à la protection face au risque du chômage, et au-delà du cas spécifique du FN, une polarisation persiste entre les sympathisants républicains favorables à sa réduction, d'une part, et, d'autre part, les gauches, au sein desquelles les évolutions n'apparaissent pas homogènes.

Le risque de la pauvreté : des souhaits d'évolution divergents

Face à la pauvreté, deux catégories de dispositifs ont été instituées. Garantir que le travail salarié fournisse un revenu décent est le premier moyen de prévenir le risque de pauvreté. La seconde approche est de réduire le niveau de pauvreté et de corriger ses conséquences par des compensations financières (RSA, allocation logement, etc.) ou des investissements spécifiquement dédiés aux personnes à faible revenu (logement social, politique de la ville, etc.).

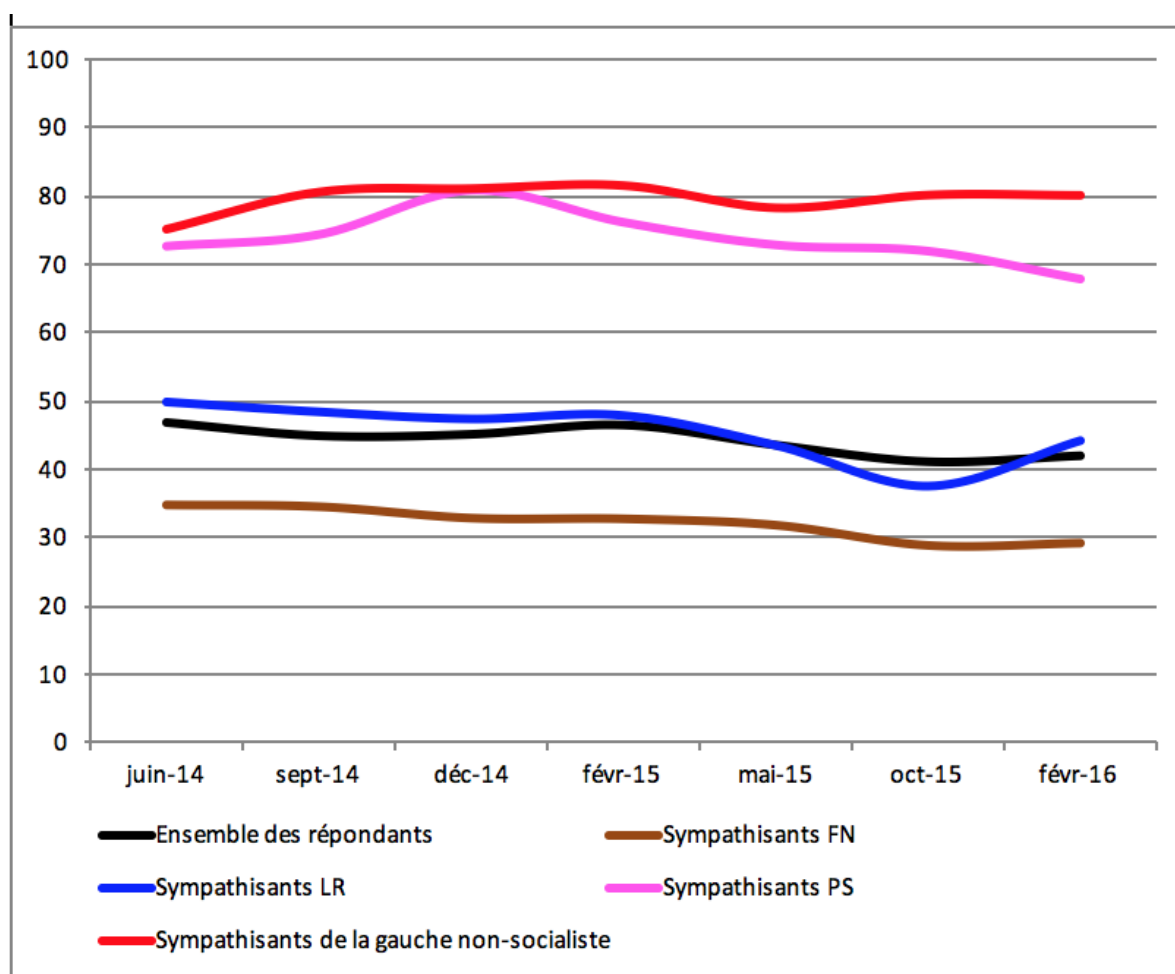
Graphique 4. Évolution de l'indice de soutien au salaire minimum



permettent de distinguer les évolutions souhaitées sur ces deux dimensions de la protection face au risque de la pauvreté: le niveau du salaire minimum et les dépenses publiques pour les politiques d'aides sociales. A partir de quatre questions, nous avons construit un « indice longitudinal de préférence », spécifiquement dédié aux aides sociales.

Le graphique 4 présente l'évolution de l'indice de soutien au salaire minimum. Cette dimension de la lutte contre la pauvreté fait consensus. La proportion de personnes souhaitant une hausse du salaire minimum est très largement supérieure à celle favorable une diminution de celui-ci. A l'exception des sympathisants républicains qui présentent des niveaux de soutien un peu plus faibles et volatils, la valeur des indicateurs pour tous les groupes étudiés est stable et supérieure à 90. Un large consensus existe autour de la nécessité que les salariés aient des revenus suffisants pour ne pas tomber dans la pauvreté.

Graphique 5. Évolution de l'indice longitudinal de soutien aux aides sociales



Le contraste est flagrant avec la seconde dimension de la protection contre la pauvreté, les aides

sociales. Le graphique 5 met en lumière une tendance générale de remise en cause des aides sociales. Dans l'ensemble des répondants analysés, l'indice longitudinal de soutien aux aides sociales indique une prépondérance des répondants souhaitant une diminution des aides sociales. Depuis juin 2014, cette tendance s'est significativement renforcée (-5 points) pour atteindre un indice de 42 en février 2016. Une telle tendance est discernable pour l'ensemble des segments électoraux à l'exception des sympathisants de la gauche non-socialiste où le soutien aux aides sociales a, au contraire, progressé de 5 points. Ces évolutions divergentes aboutissent à un écart net (12 points) entre ces derniers et les sympathisants socialistes dans le soutien aux aides sociales. Bien que les deux catégories de sympathisants de gauche soient les seuls à être majoritairement favorables aux aides sociales, ils se distinguent maintenant clairement. Néanmoins ces différences sont sans commune mesure avec l'écart avec les sympathisants républicains et frontistes parmi lesquels la diminution des aides sociales est prévalente. Le niveau minimum de soutien aux aides sociales apparaît sans ambiguïté, sur l'ensemble de la période étudiée, l'apanage des sympathisants frontistes : entre 35 en juin 2014 et 29 en février 2016. Le soutien aux aides sociales varie donc de manière prévisible selon la position sur le clivage gauche-droite.

Le soutien à la protection face au risque de la pauvreté est donc largement dépendant des moyens utilisés. Si un consensus est perceptible pour limiter les risques de pauvreté pour les salariés, grâce à une augmentation du salaire minimum, celui-ci laisse place à une polarisation droite-gauche sur les aides sociales. Les sympathisants FN puis des Républicains sont les plus réfractaires aux aides sociales – assimilées à de l'assistanat – ce qui dessine, en creux, une vision de la protection contre la pauvreté passant exclusivement par un travail avec une rémunération décente. Le contraste avec l'aspiration à la protection des risques maladie et vieillesse est flagrant à droite. La volonté de remise en cause de l'État-providence à la française est nette sur cette dimension, en particulier parmi l'électorat frontiste.

Conclusion

Comme les questions sociales constituent toujours la préoccupation première des Français, la présente note a analysé trois des risques sociaux les plus importants : maladie et vieillesse, chômage ainsi que pauvreté. Les attitudes face à ces trois risques sont loin d'être similaires dans leur évolution et dans leur structure. Coexistent, selon les risques, les modalités de protection et les segments électoraux des aspirations à plus de protection mais également à moins d'aides sociales. Ainsi la demande de protection face au risque maladie-vieillesse est forte, stable et consensuelle. Les souhaits de protection face aux risques du chômage sont globalement en baisse et différenciés selon les sympathies partisans tant en terme de niveaux que d'évolutions. Enfin,

les modalités de lutte contre la pauvreté sont clairement discriminantes : les demandes d'augmentation du salaire minimum sont fortes, stables et consensuelles alors que le soutien aux aides sociales est en diminution avec une différenciation forte selon les positions sur le clivage droite-gauche. L'analyse des souhaits de protection face à ces trois risques révèle également les aspirations sur les questions sociales des sympathisants des quatre principaux segments électoraux. Au-delà du socle commun que constituent le salaire minimum et la prise en charge des risques maladie et vieillesse, les sympathisants des Républicains apparaissent comme ceux qui sont les plus proches de l'orthodoxie économique libérale : ils sont majoritairement à la fois défavorables aux protections contre le risque du chômage et aux aides sociales. Les sympathisants des partis de gauche non-socialiste se distinguent de manière croissante par des aspirations à des niveaux élevés en faveur de la protection face aux risques sociaux, quels que soient leur nature ou leurs modalités, ainsi que par des évolutions nettement différenciées. En particulier, l'écart avec les sympathisants socialistes se creuse compte tenu de l'affaiblissement du soutien de ces derniers à la protection face au risque du chômage et aux aides sociales, bien qu'ils demeurent toujours plus proches des autres sympathisants de gauche que des Républicains. Les attitudes des sympathisants socialistes apparaissent en mutation dans leur appréhension de plusieurs composantes importantes de la protection sociale en France. Enfin, les sympathisants frontistes n'apparaissent pas comme un électorat protestataire sur le cœur de l'État-providence mais se distinguent par leur aspiration simultanément majoritaire à diminuer ce qui peut induire un système d'assistanat, à savoir les aides sociales et allocations-chômage, dimension où ils se situent clairement à droite, tout en protégeant les salariés – où ils se situent plutôt à gauche. Cette synthèse spécifique constitue clairement un défi au clivage gauche-droite traditionnel sur les questions sociales.